



LETTRE DE L'ADMINISTRATRICE SALARIÉE D'ENEDIS



16/09/2019

Lettre n° 4



Un été sous tension pour le réseau de distribution d'électricité

Entre transition énergétique, réchauffement climatique et cybercriminalité, les réseaux d'électricité sont au cœur des nouveaux enjeux de société

Développement des énergies renouvelables et black-out géant en Grande-Bretagne

Au cœur de l'été, l'information a pu passer inaperçue pour certains. Le vendredi 9 août dernier, alors que la part de l'éolien dans le mix énergétique britannique atteignait près de 50 %, un incident sur le réseau de transport a conduit, une demi-heure plus tard, Londres et le sud de l'Angleterre, du Lincolnshire, à l'est, aux Cornouailles, à l'ouest, à être frappés de plein fouet par une panne d'électricité géante, un black-out qui a privé de courant des centaines de milliers de Britanniques.

Pour la presse britannique, cet incident mettait en exergue le défi auquel le réseau électrique du pays doit faire face pour gérer une part toujours de plus en plus importante d'électricité d'origine renouvelable et intermittente. Ainsi, selon The Spectator, « *il ne sert à rien de produire de grosses quantités d'électricité verte si nos infrastructures ne sont pas adaptées* ». Pour le Financial Times, la capacité de National Grid à s'adapter sera scrutée dans les mois à venir. Des voix se sont fait entendre pour demander la renationalisation de l'entreprise.

Même si depuis National Grid a indiqué que ce sont le déclenchement de sécurités suite à

la foudre sur le réseau et la baisse trop importante de fréquence sur le réseau qui ont conduit à ces délestages en pleine saison estivale, il n'en reste pas moins que cet incident met exergue la priorité que doit être la sécurité d'alimentation électrique et le rôle central que jouent les réseaux électriques dans un contexte de diversification du mix de production électrique !

Surchauffe des réseaux dans les mégapoles

À New York, le 13 juillet, une coupure d'électricité a touché près de 73.000 clients et interrompu 3 lignes de métro dans le quartier de Manhattan. Les investigations ont permis de confirmer que ces coupures étaient en grande majorité dues à l'impact de la chaleur sur les équipements et non pas à une sous-capacité du système. En conséquence, le gestionnaire de réseaux new-yorkais ConEd, qui dessert 3 millions de clients, doit faire face à de nombreuses critiques. New-York rejoint désormais d'autres grandes villes américaines comme San Francisco, Boulder ou Chicago dans les réflexions autour de la municipalisation du système électrique... alors que PG&E n'en finit pas de subir les conséquences de son implication dans les dramatiques incendies californiens de 2018.



LETTRE DE L'ADMINISTRATRICE SALARIÉE D'ENEDIS

Un été sous tension pour le réseau de distribution d'électricité

Cybermenaces sur les réseaux de distribution d'électricité

La digitalisation du réseau électrique, indispensable pour intégrer le développement des énergies renouvelables et accompagner la transition énergétique, constitue dans le même temps un élément de fragilisation du réseau. Ainsi, le 23 décembre 2015, 225.000 ukrainiens avaient été privés d'électricité à la suite d'une cyber-attaque visant trois compagnies ukrainiennes de distribution d'électricité. La France n'est pas épargnée : RTE reconnaît être l'objet de plusieurs milliers de cyber-attaques chaque mois. L'Europe s'est emparée du problème. La directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil prévoit des règles générales relatives à la sécurité des réseaux et des systèmes d'information, tandis que des règles spécifiques concernant la cybersécurité seront définies dans un code de réseau établi dans le règlement (UE) 2019/943.

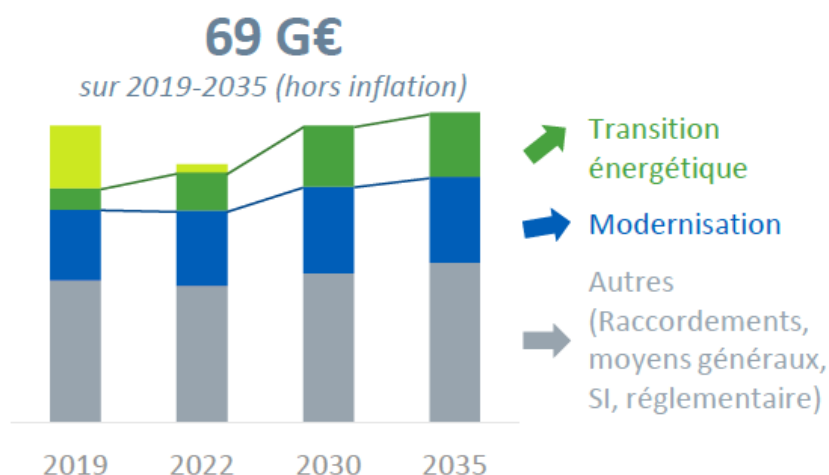
De son côté, le Sénat américain a adopté un projet de loi sur la cybersécurité afin de réduire la numérisation du réseau et de passer au contrôle manuel.

<https://www.utilitydive.com/news/senate-passes-cybersecurity-bill-to-decrease-grid-digitization-move-toward/557959/>

Développement des énergies renouvelables, réchauffement climatique et cybersécurité : ces trois exemples montrent de façon significative les enjeux auxquels doit faire face désormais le réseau de distribution d'électricité. Des investissements importants s'imposent pour accompagner la transition énergétique et pallier l'intermittence des énergies renouvelables d'une part, mais également pour améliorer la résilience du réseau lors des événements climatiques de plus en plus fréquents, violents et imprévisibles d'autre part.

Quelle rémunération d'Enedis pour des enjeux qui dépassent largement le cadre de ses missions et concernent la sécurité d'alimentation électrique de la nation ?

Fin 2018, Enedis a présenté son projet industriel avec le programme d'investissement associé à horizon 2035. Ce projet prévoit 69 milliards € d'investissement d'ici 2035.



<https://www.myelectricnetwork.fr/documents/404905359/760158069/Projet+Industriel+d%E2%80%99Enedis+%C3%A0+2035/e5b7a9f5-6b7b-406b-b8c8-c99eb0be46e1>



LETTRE DE L'ADMINISTRATRICE SALARIÉE D'ENEDIS



Un été sous tension pour le réseau de distribution d'électricité

Celui-ci se caractérise par une augmentation des Capex D (Capex dits « délibérés » de modernisation et sécurisation du réseau) de 1,25 % par an et un renforcement des Capex A (raccordement et renforcement) visant à raccorder 67 GW supplémentaires d'énergies renouvelables et 12 millions de points de charge de véhicules électriques.

Pour importants qu'ils soient, ces montants sont-ils suffisamment dimensionnés pour répondre aux multiples contraintes auquel le réseau est soumis ? **Mais surtout, TURPE 6, le futur tarif en cours de discussion avec la CRE qui doit entrer en vigueur à l'été 2021, donnera-t-il à Enedis les moyens de sécuriser l'alimentation électrique des français dans les années à venir ?**

La France dispose actuellement de l'une des meilleures qualités de fourniture au monde

malgré un tarif parmi les plus bas (cf. lettre n°3). Pour mémoire, la rémunération des réseaux ne représente plus que 27 % d'une facture d'un client au tarif bleu, alors que les impôts et taxes représentent eux 37 % et la fourniture 35 %. Déjà sous-rémunérée, Enedis doit en outre contribuer largement au Fonds de Péréquation de l'Électricité, s'acquitter du commissionnement fournisseur et dégager des bénéfices suffisamment importants pour remonter des dividendes conséquents à son actionnaire. En synthèse, Enedis prend tout sur son dos, y compris la mission d'assureur général du système.

Tout cela ne peut se faire qu'au prix d'une productivité disproportionnée qui contraint durement les effectifs et met le management sous tension. Les résultats de My EDF sont à cet égard significatifs.

Des évolutions à venir sur le modèle d'activité qui suscitent des inquiétudes

Les Français doivent pouvoir continuer à disposer de l'un des réseaux les plus performants et les moins onéreux. Ce réseau a été financé, rappelons-le, par les usagers. Il s'agit d'une infrastructure essentielle, pour laquelle Enedis a d'ailleurs été reconnue OSE (Opérateur de Services Essentiels), un statut qui caractérise une « entité publique ou privée qui fournit un service essentiel et qui est tributaire de réseaux informatiques ou de systèmes d'informations et dont l'arrêt aurait un impact significatif sur le fonctionnement de l'économie ou la société » (Décret 2018-384 du 23 mai 2018).

Dans ce cadre, le modèle national et péréqué du distributeur français montre sa pertinence, tant en termes d'optimisation technique et économique que de service public via la garantie de gestion d'une infrastructure essentielle à la Nation tout en garantissant une proximité sur l'ensemble du territoire. Le projet

Hercule de réorganisation des activités du Groupe EDF qui s'annonce impactera Enedis. Dans quelles proportions et jusqu'où ? Au moment où les enjeux sur les réseaux d'électricité sont cruciaux comme nous l'avons vu, le Distributeur ne peut être la variable d'ajustement d'une approche strictement financière et de dérégulation du marché de l'électricité où l'on privatise les bénéfices d'un secteur essentiel de l'économie d'un pays alors que les besoins d'investissements sont massifs.

L'urgence est de donner les moyens nécessaires à Enedis pour pouvoir faire face aux investissements massifs à venir et les accompagner par une politique sociale et managériale adaptée. Adapter les réseaux et préparer les enjeux de demain est une responsabilité que nous devons partager avec l'État, la CRE et les collectivités locales en particulier. Un sujet sur lequel nous aurons l'occasion de revenir dans les prochaines semaines !

